

HAUTES-PYRENEES

C

D

D

E

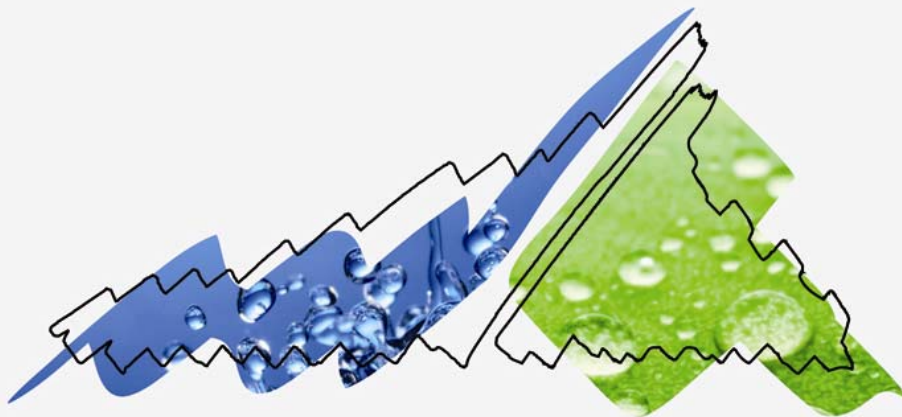
HAUTES-PYRÉNÉES :

L'attraction de
tous les talents !

- AGIR POUR VOS PROJETS -

**ASSEMBLEE
GENERALE
22 mai 2015**

Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr



HAUTES-PYRENEES

C

D

D

E

RAPPORT MORAL 2014



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

Voici venu le moment annuel de présentation, mais aussi de réflexion collective, à propos de l'action menée par le CDDE tout au long de l'année 2014. Il sera pour moi singulier, puisqu'il va marquer la fin de mon parcours avec vous tous, au service des entreprises, et de ceux qui les font vivre dans notre département.

Avant de rentrer dans le détail du rapport d'activité, je veux mettre en perspective nos orientations du printemps 2014 avec nos réalisations de l'année dernière : notre contrat de confiance est toujours en cours, et je souhaite que le service rendu par le CDDE et son équipe, tant salariés que bénévoles, soit salué à sa juste valeur.

Vous avez successivement validé les orientations opérationnelles suivantes :

1) le renforcement des fonds de prêts par l'intégration de nouveaux partenaires :

Nous l'avons réalisé (mais nous pouvons et espérons toujours faire mieux) avec EDF, la CDC, l'Amicale des Juges auprès du TC de Bagnères, la Société Générale, la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées...

2) l'amélioration de notre taux de pénétration et l'augmentation du nombre de nos interventions par la densification de nos relations avec les partenaires de la création : Pôle Emploi, CCI, CdM, etc... :

Plusieurs opérations ont eu lieu, *speed dating* avec Pole Emploi par exemple, sans oublier les publics plus spécifiquement intéressés par la PFRSA, renforcement des liens avec nos partenaires, etc... La croissance de notre nombre de bénéficiaires dans un environnement encore récessif parle d'elle-même.

3) l'implication dans le Projet de Territoire des Hautes Pyrénées :

Qui a été totale, et qui continue dans les chantiers auxquels nous pouvons apporter notre contribution, à savoir :

- mieux vendre les HP aux entreprises, la marque **Be Ha-Py**
- promouvoir les transferts de technologie
- développer les entreprises à fort potentiel
- mieux capter et redistribuer l'épargne locale au travers du *crowdfunding*
- bien vivre ensemble...

4) le développement du lien culture /économie/attractivité avec le PARVIS :

Et les deux animations organisées à destination de notre réseau de chefs d'entreprise.

5) la structuration d'un pôle de développement ESS et activités non lucratives :

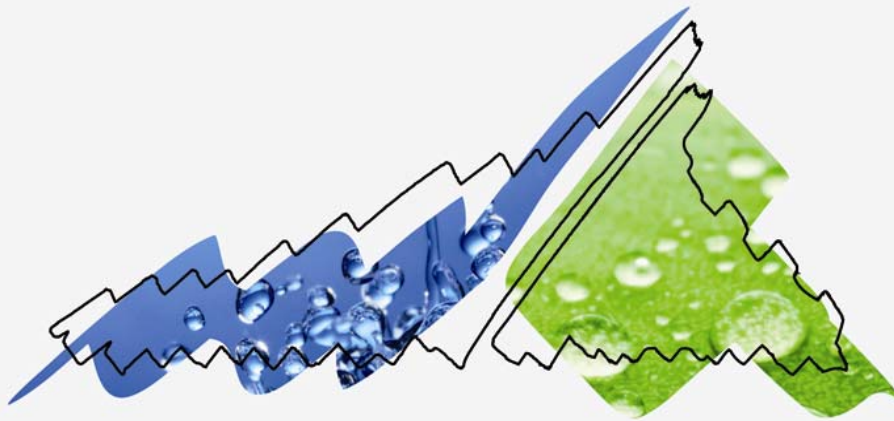
Autour du DLA, et maintenant du Projet de Territoire, avec des partenariats noués avec les OPCA, la création du Crib, et les nouveaux partenariats financiers (plateformes de finance participative).

6) *l'évolution du CDDE par le renforcement de l'implication des EPCI :*

Avec l'identification des attentes des nouveaux exécutifs des communautés de communes et d'agglomération vis à vis du CDDE, qui a déjà débouché sur la mise au point de plusieurs conventions d'engagement réciproques : 4 sont déjà signées, d'autres suivront.

Je suis donc satisfait de constater que nos orientations débouchent sur des actions concrètes, qui confortent nos entreprises et nos activités, ainsi que les moyens que nous mettons à leur disposition. Place au détail du rapport d'activité...

Jean-Claude Palmade
Président du CDDE



HAUTES-PYRENEES

C

D

D

E

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

Introduction

Autant ne pas nous voiler la face, et constater immédiatement que 2014 a été une année assez fructueuse pour l'activité du CDDE (ce que traduit son volume en nette augmentation), dans un environnement qui reste défavorable. Dans ce sens, le début de 2015, avec l'annonce de plusieurs difficultés dans des entreprises locales parfois significatives, vient corroborer la dégradation de notre taux de remboursement (nous y viendrons dans le Rapport Financier).

A l'évidence, nous sommes subordonnés à la macroéconomie, que nous n'avons pas de moyens de changer à partir d'un territoire de 240 000 habitants... Si nos collègues de Bpifrance ont obtenu d'arrêter d'accorder des PCE (prêt à la création d'entreprise) au motif officiel que « *touchant des petits projets de création, il présente un niveau de défaillance conséquent, et nécessite des dotations importantes...* », il n'est guère surprenant que nous constatons les mêmes effets dans notre département. Notre activité financière (composée principalement de prêts d'honneur, qui représente une grosse moitié du total) est, et restera, compliquée et risquée : et avant de la comparer hâtivement à celle d'autres acteurs, que les apprentis auditeurs examinent attentivement les conditions annexes de caution, de durée et d'intérêt sur les sommes prêtées, pratiquées par les uns et des autres. A l'évidence, les modèles économiques, et le regard porté sur le public bénéficiaire, sont très différents...

Ce qui relève seulement de notre responsabilité locale, par contre, c'est de continuer : continuer à travailler en transversalité et le mieux possible, avec nos collègues et partenaires, continuer à apporter des solutions à nos chefs d'entreprise et porteurs de projets. Sans distinction de taille, ou d'activité, de l'auto entreprise au groupe industriel, de la pépite à croissance rapide à l'entreprise assise sur un modèle d'exploitation plus paisible, pour peu que les perspectives de succès soient raisonnables, et validées comme telles par l'équipe et les bénévoles, que nous saluons au passage. Ainsi, nous nous inscrivons pleinement dans la dynamique du Projet de Territoire.

Et nous n'oublions pas pour autant d'élargir notre regard, et notre visibilité, dans une perspective régionale plus large, qui a permis (par exemple) l'éclosion d'une coordination régionale des PFIL pour le Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation, instrument privilégié de nos investissements dans des entreprises innovantes (2 en 2014). A noter qu'IB prend une part toute particulière dans son animation (sans moyens supplémentaires) grâce à la plasticité de son équipe, avec une mention spéciale pour Marie-Laure. Tous ses membres méritent d'être remerciés.

Avec cet environnement présent à notre esprit, notre travail quotidien continue cependant : nous avons engagé,(et réalisé pour la plupart d'entre elles) les actions qui ont été présentées et validées par la dernière Assemblée Générale, à savoir :

- la consolidation du fonds de prêts Initiative Bigorre, dont le montant global reste stable à environ 4 M€, pour 1 M€ de prêts consentis par an ;
- le lancement du *crowdfunding*, en phase avec l'ambition du Projet de Territoire de conforter les financements locaux des projets, qui va de pair avec la modernisation de notre site Internet, et le développement de nos réseaux participatifs sur Facebook, Twitter... Les différents dispositifs sont prêts à être mis en œuvre :

- Pour les associations (dons) : avec Pick And Boost, sur la base d'un abonnement prévoyant l'identification sous marque « Be Ha-Py »,
 - Pour des prêts à 0 % à l'entreprise : avec Hello Merci en période de démarrage ; un second temps est envisagé avec le Crédit Agricole (fonds collectés localement), et Pick and Boost,
 - Pour le capital risque : avec la plateforme régionale WISEED.
- le renforcement du partenariat avec Pôle Emploi : réorientation du NACRE, organisation du *Speed Creating* ;
 - le lien culture entreprises, et l'organisation de deux évènements en 2014 avec Le Parvis ;
 - le développement du pôle ESS (en lien avec le DLA et le Projet de Territoire) au sujet du « bien vivre ensemble », et du lien entre entreprises et associations. Il fera l'objet d'un point spécifique *infra* ;
 - la coopération avec les EPCI : 4 conventions en cours de signature, une 5^{ème} à l'étude. Elles sont articulées autour de deux directions dominantes, le meilleur portage de leur offre territoriale (zones, bâtiments, environnement...) et la réflexion prospective sur leur positionnement ;
 - le pôle universitaire doit aussi être un point de départ pour l'incubation de projets portés par les étudiants en coopération avec le PUT, en particulier avec l'ENIT.

Et pour conclure cette introduction avec les débuts de l'activité 2015, notre grande affaire du moment, c'est l'impact local de la loi NOTRe, en particulier pour notre avenir comme outil économique au service du département : au-delà du travail quotidien, il convient d'en anticiper les conséquences dès à présent pour offrir aux acteurs économiques du territoire un service maintenu, et pourquoi pas amélioré en gardant à l'esprit la préoccupation relative à l'avenir des personnels salariés du CDDE...

1/Pole Entreprises, Financements, ESS

L'exercice 2014 a été marqué par le renforcement de la mutualisation des offres aux porteurs de projets (entreprises de toute taille, associations) issues de l'ensemble des actions du Pôle : conseil, accompagnement, ingénierie, recherche de financements adaptés, suivi.

Cette offre de services est pour une partie internalisée. Elle repose aussi sur le travail partenarial de longue date entrepris avec les acteurs économiques locaux et régionaux, les financeurs, qui ont permis d'ancrer l'ensemble des actions déployées sur le territoire, parmi lesquelles :

- l'accueil de tous les publics porteurs de projets de création d'activité, parfois seule alternative à la perte d'emploi ;
- les moyens financiers mis en œuvre pour soutenir les projets de développement des PME (Initiative Bigorre, Nacre, Midi Pyrénées Croissance, Bpifrance, Contrats d'appui Régionaux, Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation, BDE...) ;
- les actions en direction des entreprises en difficulté ;
- la consolidation des partenariats déjà en place pour Initiative Bigorre (CDC, CEMP, SOCIETE GENERALE), et la recherche de nouveaux partenaires (Agence Une Rivière un Territoire EDF) ;
- la participation aux comités techniques des conventions de revitalisation ;
- côté économie non lucrative-ESS, la mise en place du CRIB 65...

11/ les actions déployées en faveur des entreprises du secteur lucratif :

111/ Initiative Bigorre (Réseau Initiative France)

- le 1^{er} accueil a concerné 418 porteurs de projet principalement alimenté par le réseau des partenaires de la création d'entreprises, mais aussi par la présence du CDDE dans les territoires (MCEF et pépinières d'entreprises) dans l'objectif d'une présence de proximité avec les porteurs de projets ;
- l'accompagnement au titre des prêts d'honneur d'Initiative Bigorre est marqué cette année par une augmentation de 22% du nombre d'affaires par rapport à 2013 (hors entreprises sinistrées des crues Juin 2013 bien sûr), soit 89 projets pour un montant de 896 700 € (+ 1.5 %).

L'intervention d'Initiative Bigorre sur les projets a permis de mobiliser 7 757 764 € de prêts bancaires, soit un effet levier de 8.5, en progression de 1.5 point par rapport à 2013 soit un prêt moyen par entreprise de 10 075 €.

Sur les 89 projets, 10 sont « industriels et services industrie », en création, reprise ou développement pour 291 700 € au total. Ils représentent 1/3 de notre production annuelle et près de 30 000 € par projet en moyenne (contre 15 000 € en 2013). Ces chiffres traduisent bien la reprise en cours de l'investissement dont nous espérons

qu'elle va se renforcer. Deux ont en outre bénéficié de l'appui du Fonds de Prêts d'honneur Régional Innovation (FPRI qui a vu le jour en fin 2013 cofinancé par la CDC et le Conseil Régional, qui rend désormais inutile notre fonds Bigorre Innovation) : après NIMITECH en 2013, ACRDM et aPSI3d ont mobilisé le Fonds régional pour 136 000 €. Deux de ces trois entreprises sont en cours de levée de fonds avec des investisseurs régionaux.

Par ailleurs, trois entreprises en difficultés ont été suivies en partenariat avec l'Etat, la Banque de France, les partenaires bancaires et Bpifrance.

L'accompagnement post création par le réseau de bénévoles de la Plateforme (18) a profité quant à lui à vingt bénéficiaires. Ils s'ajoutent aux 36 parrainages encore en cours.

Quelques mots enfin sur nos actions au travers du réseau régional des Plateformes, Initiative Midi Pyrénées (IMP), avec notre participation habituelle au Plan Entreprendre Midi-Pyrénées, aux réunions d'animateurs locaux, aux Salons de l'Entreprise et MIDINVEST, au Salon ICS à TOULOUSE. 2014 a été marquée par les 10 ans du réseau régional, fêtés en Bigorre, à la Maison du Savoir à Saint-Laurent-de-Neste, le 1^{er} Juillet à l'occasion de l'Assemblée Générale d'IMP.

112/ le Nouvel Accompagnement pour la Création Reprise d'Entreprise NACRE

Renouvelé en 2014, le conventionnement (cofinancement Etat-CDC) pour les trois métiers du dispositif (montage, plan de financement et suivi post création) a atteint ses objectifs. Les chiffres à retenir suivent :

- 30 projets (+ 7 % par rapport à 2013) ont bénéficié de ce dispositif pour 133 000 €. A noter la forte progression du couplage des prêts d'honneur avec ceux d'Initiative Bigorre (pour les 2/3 en 2014 contre 1/3 en 2013). La réduction de leur montant moyen, dans la foulée de celle de la dotation globale de l'Etat au dispositif, explique le recours plus important aux prêts d'honneur d'Initiative Bigorre pour boucler les plans de financements des projets, et favoriser ainsi l'acte de création ;
- 38 bénéficiaires ont été suivis (le parcours se poursuit 3 ans après la création).

A noter que ce dispositif est en cours de réorientation vers les publics les plus en difficulté, ce qui ne manquera pas de se traduire par de nouveaux besoins de financement IB pour les autres...

113/ Midi-Pyrénées Croissance

Trois PME ont été prospectées pour MPC. L'une d'entre elles (reprise) a fait l'objet d'une décision favorable pour une intervention de 400 000 €, mais les repreneurs ont abandonné le projet en début d'année 2015.

Nous assurons par ailleurs le suivi de nos 4 affiliés en portefeuille.

114/ le Bureau de Développement Economique (BDE) Adour

Une entreprise a bénéficié d'une avance remboursable de 100 000 € (ré examen d'un projet instruit en 2013), adossée à des financements bancaires traditionnels ; 3 bénéficiaires 2011/2012/2013 en cours sont suivis régulièrement.

115/ la plateforme RSA (PF RSA) à l'intention des Travailleurs Indépendants bénéficiaires du RSA

L'exercice 2014 a été une année de mouvement pour la PF RSA et son dispositif de prêts Bise vers le PDI. Les chiffres à retenir suivent :

- Accueil de 537 personnes (pour 400 conventionnées) parmi lesquelles 152 demandes d'entrées traitées, 82 porteurs de projets accompagnés, 111 nouveaux travailleurs indépendants suivis et 192 travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA audités au niveau de leurs déclarations de ressources ;
- Mobilisation de 2,35 ETP sur cette opération au sein du CDDE, et 540 h de prestations auprès de ses partenaires traditionnels (BGE, ADIE, FJT, CRESCENDO) ;
- Financement via BISE de 18 bénéficiaires (autant d'entreprises créées) pour un montant 2014 de 39 300 €. Soutenir des projets risqués économiquement dans un contexte de crise et de précarité aigüe est un exercice difficile, préjudiciable à l'équilibre financier du dispositif.

50 802 € de remboursement étaient attendus pour 2014 et 36 979 € ont pu être perçus, ce qui amène le taux de remboursement à 79 % contre 87 % en moyenne sur les 4 dernières années. Les provisions et les pertes ont également sensiblement augmenté, 22 157 € pour 2014 (autant que sur les 3 années précédentes).

La PF RSA est désormais un dispositif bien identifié, autant par les usagers que par les personnels de la DSD. L'«étude sur le devenir des bénéficiaires du RSA socle accompagnés par la PF RSA» réalisée en août 2014 atteste de son efficacité : sur les 2 086 bénéficiaires reçus entre 2010 et 2013, 1 025 sont sortis du RSA socle (49 % de taux de sortie, chiffre CAF PRO au 31/08/2014), dont 40 % grâce aux ressources générées par l'activité indépendante, un résultat intéressant en ces temps de disette d'emploi salarié.

Pour l'avenir, dans le contexte de réorganisation des missions de la DSD, la plateforme est appelée à évoluer dès 2015 en devenant «réfèrent unique» des TI bénéficiaires du RSA : elle deviendra leur principal interlocuteur pour leur donner une meilleure lisibilité sur les différentes étapes de leurs parcours professionnels. Elle signera les contrats d'insertion, et va donc passer du statut de prestataire à celui d'acteur à part entière de l'insertion (les contours de cette évolution majeure restent encore à établir ainsi que sa mise en œuvre opérationnelle).

Côté financier, 2 mesures correctives ont été prises pour compenser nos risques : limiter les engagements (ramenés à 2 000 €/ prêt sur 2014 contre 3 000 € en 2013), et constituer un nouveau tour de table des partenaires financiers pour regarnir le fonds (un

peu plus de 43 000 € ont été investis à nouveau par la CAF, le CDDE et l'association des anciens juges du Tribunal de Commerce de Bagnères-de-Bigorre). Nous réfléchissons en outre à la création d'un fonds de garantie interne.

116/ les contrats d'appui de la Région Midi-Pyrénées

Le CDDE a poursuivi cette année l'accompagnement des PME pour la mise en œuvre des Contrats d'Appui Régionaux en soutien à leurs projets d'investissements innovations, matériels et immobiliers (seul ce dernier volet est traité en collaboration avec le Conseil Général).

12/ les actions déployées pour le secteur non lucratif, l'émergence du Pôle ESS :

121/ le Dispositif Local D'Accompagnement

Convention triennale 2014/2016 Avenant n°1	OSI	Nb. Structures			Ingénieries	Nb. Structures			Nb. Ingénieries		
		Obj	Réel	%		Obj	Réel	%	Obj	Réel	%
	Accueil	23	9	36	Individuelles	18	16	94	22	17	74
	Diag	36	42	120							
	Pré-Acpt	22	34	148							
	Suivi	14	10	67	Collectives	16	21	131	4	7	175
									Obj	Réel	%
Structures Accompagnées (bénéficiaires diagnostic et/ou ingénierie)									35	45	129

	Structures Bénéficiaires d'un Suivi Post Accomp (diagnostic suivi et/ou ingénierie suivi)	15	10	67
--	--	----	----	----

En 2014, le DLA a réalisé 24 ingénieries individuelles et collectives, soit 89 jours d'intervention auprès de 35 employeurs du secteur, dans une enveloppe de 89 874 €, dont 80 384 € en provenance des pilotes (Direccte, CDC, FSE) et 9 490 € de cofinancement (Unifaf 7 450 € et Caf 2 040 €).

Le nombre d'accompagnements collectifs a augmenté, avec un budget moyen par intervention de 4 827 € pour presque 5 jours d'accompagnement, alors que les interventions individuelles coutent en moyenne 3 300 € pour 3 jours.

Ces interventions ont été réalisées par 22 consultants de la région Midi-Pyrénées et d'Aquitaine.

Les secteurs principalement accompagnés en 2014 sont l'insertion par l'activité économique, l'enfance/jeunesse et la culture. Nos interventions ont porté sur les thématiques suivantes :

- Mutualisation ;
- comptabilité et outils de gestion ;
- partenariat privé ;
- définition du projet ;
- organisation interne et ressources humaines.

122/ Le Centre de Ressources et d'Informations des Bénévoles

Le CDDE est porteur du CRIB depuis juin 2014 et signataire dans ce cadre d'une convention avec la DDCSPP¹, Service Jeunesse, sport et vie associative et ainsi attributaire d'une subvention de l'Etat à travers un poste FONJEP à hauteur de 7000 €.

Le CRIB propose aux dirigeants associatifs de bénéficier d'informations concrètes, d'un accompagnement, de conseils et de formations gratuites.

Depuis juin, nous avons accueilli et renseigné 38 dirigeants associatifs dont 11 ont bénéficié d'un entretien individuel.

Deux réunions d'information délocalisées en sous préfecture de Bagnères-de-Bigorre et Argelès-Gazost ont permis d'informer 33 personnes.

Trois actions structurantes (73 personnes concernées) en articulation avec nos partenaires (DLA, ADEPFO, organismes de formation, Midi-Pyrénées Actives, fédérations, autres structures labellisées CRIB) ont été mises en place :

- Partenariat entre les associations et entreprises : conférence, soirée de rencontre ;
- Mutualisation : animation d'un atelier avec 3 associations de solidarité internationale ;
- Promotion de l'ESS : journée festive dans le cadre du mois de l'ESS.
Les principales préoccupations des dirigeants associatifs touchent à l'emploi (création d'emploi, emplois aidés), au financement, à la réglementation, aux aspects juridiques et de fonctionnement associatif.

Entre juin et décembre 2014, 144 associations ont été concernées par les activités du CRIB.

123/ Le Chantier 12 du projet de territoire

Le pôle ESS a co-animé, aux côtés du Conseil Général, de ses élus et de la Jeune Chambre Economique, avec l'aide de l'ensemble de son réseau de partenaires publics et privés, le chantier 12 « Bien vivre ensemble » dont l'objectif est de s'appuyer sur la dynamique du secteur non marchand pour un développement départemental mieux équilibré entre création de richesses et gestion des solidarités.

Deux actions ont été menées dès cette année, pour renforcer les relations entre le monde entrepreneurial et le secteur associatif :

¹ Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Personnes

- Une conférence sur le thème des partenariats co-animée par les référents du chantier et le Rameau (Laboratoire de Recherche Appliquée dont la vocation est de favoriser la création d'intérêts partagés entre les associations et les entreprises), qui a rassemblé 51 associations et près de 60 personnes.
- Une soirée de rencontres « *Speed Dating* » organisée avec le soutien du Laboratoire des partenariats porté par Alsace Active a permis la tenue de 96 entretiens entre 16 entreprises et 16 associations.

Un accompagnement a été proposé à ces associations soit dans le cadre du DLA (14 associations/3 jours de formation action en 2014), soit par l'intervention d'une étudiante en Master 2 recrutée sur un stage de 6 mois en lien avec ce projet.

13/ Pour le plaisir, les rendez vous Economie Culture CDDE/PARVIS

Quand Culture rime avec Economie...

Avec le partenariat du Parvis (pour le lieu, la programmation et la coopération des équipes), 2 évènements ont été organisés : le 11/04 au sujet de Marx, du marxisme et de la seconde République, et le 8/10 à propos de la ville et de l'urbanisme comme marqueurs du pouvoir réel. Ils ont recueilli un beau succès, et rassemblé plusieurs dizaines des chefs d'entreprises de toutes tailles pour faire vivre notre communauté de travail.

2/Pole Territoire, Marketing et Innovation

Trois orientations lui ont été données pour 2014 :

- Identifier les attentes des nouveaux exécutifs des communautés de communes et d'agglomération vis à vis du CDDE : 4 conventions préparées en 2014 sont signées et leur mise en œuvre est effective en 2015 (CCCO, CCVAG, CC Val d'Azun, CC Vic Montaner) ; les échanges sont en cours avec la CAGT, d'autres projets sont à l'étude pour 2015 ;
- Participer au Projet de Territoire, et à ses chantiers, avec de nombreuses réunions des chantiers Transfert de Technologie, Développer les Entreprises (guichet unique, forum...), Financer localement nos Entreprises, et Vivre ensemble ;
- Innover, être agiles, dans le fil des réflexions ci-dessus, pour faire émerger des « projets à contenus innovants » en phase de création :
 - lancement du projet Incubateur, porté par le CDDE
 - détection de projets dormants (avec M. Minvielle comme prestataire)
 - convention avec l'ENIT (élèves ingénieurs de 5^{ème} année porteurs de projets d'entreprises) ;

sans oublier la mise en place du FPRI (205 K€ avec IB sur 3 projets en 2013/2014) déjà évoquée.

21/ Territoire et assistance aux collectivités

2014 s'est traduite par le suivi :

- de projets d'infrastructures intercommunales : ZAE Trie/Lalanne Trie, les Hôtels d'Entreprises de Tournay et de Rabastens... ;
- de projets immobiliers industriels : Mécamont Hydro, Jardins et Saveurs, Coopérative du Porc Noir... ;
- de projets territoriaux : SCOT de la communauté de communes de la Haute Bigorre, Leader Gaves 2014 2020, actualisation des STIE Gaves et Val d'Adour.

Le pôle a répondu également à des sollicitations diverses des collectivités, ou de l'ADAC, sur des questions ponctuelles : commune de Rabastens (marché), contrats avec les professionnels de santé pour la Maison de Santé de la Barousse, contrat pour la résidence hôtelière du Magnoac et question TVA...

Enfin, le CDDE a géré la présentation dans les Hautes-Pyrénées de l'incubateur régional Catalis, auquel il est associé au travers du comité local de détection des projets haut-pyrénéens.

22/ Marketing territorial

En matière d'accueil d'investisseurs, 4 dossiers (toujours en cours) ont fait l'objet d'un accueil des porteurs de projets en 2014, sur les territoires de Lannemezan, Adé, Pyrène Aéro Pôle, CAGT. Le suivi des projets des entreprises structurantes du territoire est également assuré au sein du pôle : Eurocob, Végéplast, Adhetec, Nimatech, Industro...

Côté promotion et Marketing Territorial, 2014 a d'abord été l'année préparatoire à l'édition 2015 de DéciElec, qui vient de se dérouler les 18 et 19 mars 2015. Le CDDE, porteur de l'opération, organise les réunions du groupe de pilotage, du nouveau comité scientifique, les relations avec ABE (maître d'œuvre) et les divers prestataires, mais aussi l'ensemble du dossier administratif et financier avec les partenaires financeurs, et les relations presse. A noter une difficulté particulière dans l'exécution du plan de financement pourtant mis en place avec les services de la Région.

23/ Communication

- Par notre site internet www.cdde65.fr. (qui va être modernisé en 2015) :
 - 9695 visiteurs en 2014, soit 35 168 pages vues.
 - Gestion des contacts directs via le formulaire « Contact » du site internet (demandes de RV ou d'informations économiques) ;
- Avec la réalisation et la diffusion de la Newsletter du CDDE
 - 5 Newsletters en 2014 ;
- Et la collaboration avec le Conseil Général, notamment, la rubrique « portraits » de chefs d'entreprises pour le « **Magazine des Hautes-Pyrénées** » : le CDDE réalise les interviews, et rédige les articles proposés au service communication du Conseil Général (4 articles au total en 2014, pour cause de parution limitée cette année).

231/ Crowdfunding et community management :

Mise en page de la page FACEBOOK fin 2014 : cdde65 (90 « j'aime » à ce jour) et de la web TV CDDE65 sur Youtube.

Depuis janvier 2014, la mise en opération d'une plateforme de crowdfunding dédiée territoire sous la marque Be Ha-Py est en cours de réalisation : budget, choix des prestataires, refonte du site internet du CDDE... la tâche est importante.

232/ Travaux « à façon » pour des organismes extérieurs :

- Agri Sud Ouest Innovation : les Rencontres de l'Innovation septembre 2014 ;
- Animation d'IMP (coordination régionale des PFIL, dont IB est membre) : le CDDE a été chargé de l'ensemble de la communication de l'association régionale (plaquette d'IMP, document FPRI, ...), et a accueilli l'AG à Saint-Laurent-de-Neste (élaboration de l'ensemble des rapports et supports) ;
- Travaux pour l'ADEM et l'ASPP 65 : réalisation d'une brochure de 52 pages ;
- Village Accueillant : réalisation de la plaquette de promotion.

24/ Innovation

Cédric Verwilghen (parti après 4 ans de bons et loyaux services vers une nouvelle aventure professionnelle) a été remplacé en cours d'année par My Thu Frühauf, Docteur en Matériaux. Bien sûr, cette arrivée nécessite une période d'adaptation qui se traduit par des formations, et l'intégration aux différents réseaux auxquels nous participons : pôles de compétitivité (principalement Agri Sud-Ouest (dont le CDDE est la délégation départementale), Aerospace Valley et le PEC (Céramiques) dont nous devenons en 2015 la délégation locale, Midi-Pyrénées Innovation...

241/ le FIR du Conseil Général (Fonds Innovation Recherche)

L'activité 2014 se traduit par un avis favorable pour 10 nouveaux projets de thèses, dont 7 ont démarré ; 1 renouvellement a été autorisé, et 4 projets labellisés FUI sont en cours. L'enveloppe consommée en 2014 représente 173 000 €, elle sera nécessairement plus importante en 2015 si le choix est fait de maintenir cette activité au même niveau.

Tableau sur la page suivante -> ->

Dossiers FIR 2014				
Entreprise	Laboratoire	Nature	Montant accordé	Montant engagé en 2014
CA 27 septembre 2013				
Scierie Sanguinet (en collaboration)	IUT Tarbes	nouvelle thèse	6 650 € renouvelable 2 ans	6 650 €
CA 21 février 2014				
PRIMES	LATEP	nouvelle thèse	15 000 € renouvelable 2 ans	18 000 €
Par Végéplast	INSA Toulouse	nouvelle thèse	12 200 € renouvelable 2 ans	16 664 €
Hopital de Lourdes Pyrénées	LAPPS	nouvelle thèse	18 000 € renouvelable 2 ans	18 468 €
Charpentes (en collaboration)	IUT Tarbes	nouvelle thèse	8 840 € renouvelable 2 ans	8 840 €
CA 5 septembre 2014				
Boostec	LGP	nouvelle thèse	12 333 € renouvelable 2 ans	0 €
CIRTEM	Laplace	nouvelle thèse	8 000 € renouvelable 1 an	12 000 €
SCT	Cirimat	nouveau post-doc	15 000 € renouvelable 2 ans	0 €
NIMITECH	Mines d'Albi	nouvelle thèse	13 333 € renouvelable 2 ans	13 333 €
ETUDES			14 000 € renouvelable 2 ans	0 €
ODS 65	LAPPS	nouvelle thèse		0 €
CA 9 décembre 2014				
CCI 65	UPPA	renouvellement	15 000 € (dernière année)	15 000 €
Véolia Servie Pyrénées	LaTEP	nouvelle thèse	14 000 € renouvelable 2 ans	0 €
			total projets	108 955 €
Projets FUI en cours				
Entreprise	projet	somme totale	Etat	montant engagé en 2014
ISP System	Multiss	90 000 €	N+1	30 000 €
NIMITECH	SAMBA	30 000 €	N+1	15 000 €
Composites	ALGRAAL	15 000 €	N+1	4 000 €
Végéplast	PolyOil2Industry	22 500 €	N+1	15 000 €
			total projets FUI	64 000 €
			TOTAL GENERAL	172 955 €

3/ Pole Etudes et Recherches

Le Pôle est à la fois un outil-expert de connaissance et d'aide à la décision susceptible d'aider dans leurs choix les acteurs du territoire. Ses principales missions sont :

- la collecte et la gestion des données économiques, sociales et touristiques ;
- la diffusion de l'information pour une meilleure connaissance de l'économie locale ;
- l'assistance aux collectivités locales (diagnostics, enquêtes, études...).

31/ Mieux connaître l'économie locale

Le Pôle Etudes et Recherches assure la gestion, l'organisation et la mise à jour de nombreuses bases de données pour apporter des réponses rapides aux différentes sollicitations des élus, des partenaires et du public. Elles sont pour la plupart à l'échelle communale, issues de l'INSEE mais aussi d'autres sources (Services Fiscaux, Direccte, Chambre de Métiers, Services Sociaux du département). L'équipe du Pôle les adapte à toutes les échelles géographiques infra départementales : par exemple, des fiches par (ancien) canton et par communauté de communes récapitulant les chiffres clés par territoire, sont disponibles sur le site Internet du CDDE.

311/ Les publications

Le Pôle produit régulièrement sur le site Internet du CDDE des notes thématiques ou de cadrage en fonction de la disponibilité des données. Ces documents sont destinés à un large public, pour une information synthétique et actualisée.

Les publications en 2014

Le Point annuel sur l'économie
Le Point annuel sur le tourisme
Démographie
Chiffres clés des entreprises
Emplois et qualification
Artisanat
Indicateurs sociaux-précarité
Hôtellerie
Campings

Par ailleurs, des notes mensuelles de conjoncture du tourisme, réalisées à partir des résultats d'une enquête menée par mail auprès d'un panel de professionnels, sont publiées tout au long des deux saisons touristiques d'été et d'hiver.

312/ Les demandes du public

En parallèle, le Pôle répond à des demandes d'un public très hétérogène.

Au total, il a reçu 136 demandes en 2014, dont la répartition par type de public est la suivante :

Structures secteur tourisme	20,6 %
Etat, région	18,4 %
Collectivités locales, élus	13,2 %
CDDE (demandes transversales)	11,8 %
Particuliers	10,3 %
Conseil Général	9,6 %
Entreprises, associations	6,6 %
Créateurs d'entreprises	3,7 %
Autres partenaires	2,9 %
Bureaux d'études	2,9 %

32/ Assistance et appui technique aux collectivités locales

Finalisation du projet de territoire de la Communauté de Communes du Canton d'Ossun (CCCO)

Au cours du premier semestre, poursuivant sa mission engagée depuis 2012, le Pôle Etudes et Recherches a continué à épauler la CCCO dans la cadre de son projet de territoire, à travers la mise à jour des données démographiques et économiques et l'aide à la rédaction finale du diagnostic de territoire

Réalisation du diagnostic de territoire de la Communauté de Communes du Val d'Azun (CCVA)

Désireuse d'engager une réflexion collective afin d'aboutir à un projet de territoire cohérent exprimant ses orientations à moyen et long termes, la Communauté de Communes du Val d'Azun a sollicité l'expertise des Etudes et Recherches du CDDE (par convention) pour collecter et mettre en forme toutes les informations et données nécessaires pour une meilleure connaissance du territoire.

Le diagnostic de territoire ainsi élaboré a permis d'appréhender la réalité démographique, économique et sociale de ce territoire de montagne, et l'identification de ses forces et faiblesses. Ce document a été finalisé fin décembre 2014 et présenté aux élus du Val d'Azun début 2015.

Autres travaux ou études à façon

Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves : assistance et accompagnement pour la réactualisation du diagnostic de territoire dans le cadre du programme Leader 2014-2020 (Extraction de données, remise de documents, élaboration de nombreux tableaux)
Communauté de Communes du Pays de Lourdes : élaboration de plusieurs documents de synthèse, tableaux et analyses de la situation démographique, économique et sociale.

33/ Conseils et expertises en direction des autres acteurs du développement

331/ A la demande du Conseil Général,

- identification des communes susceptibles de bénéficier du nouveau programme pour la revitalisation des centres-bourgs (CPER 2014-2020) ;
- schéma directeur territorial d'aménagement numérique, avec l'élaboration de l'état des lieux détaillant les diverses entreprises de services existantes par pôle ;
- pour la Protection Maternelle et Infantile (PMI), meilleure connaissance de certains territoires (activité économique, situation des familles au regard de l'emploi, flux de population). Deux diagnostics territoriaux- Enfance et petite enfance réalisés sur deux cantons « pilotes ».

332/ Collaboration avec les différentes Maisons Communes Emploi Formation (MCEF) du département

333/ Partenariat avec l'Observatoire Départemental de l'Habitat et du Logement, avec la participation aux différentes réunions techniques et comités de pilotage programmés en 2014.

334/ Avec l'Office de tourisme « Grand Tourmalet-Pic du Midi », analyse et la mise en forme des relevés journaliers de sa fréquentation.

335/ Vis à vis des acteurs nationaux et régionaux du tourisme

Contribution aux différents travaux de l'Agence de Développement Touristique de la France (Atout France) en communiquant régulièrement les chiffres de fréquentation des principaux sites touristiques du département et en participant à l'enquête nationale de conjoncture estivale.

Collaboration avec l'INSEE Midi-Pyrénées pour la validation du panel « offre d'hébergement » destinée à la réalisation des enquêtes de fréquentation hôtels et camping.

Enfin le CDDE entretient des relations étroites avec le Comité Régional du Tourisme en participant aux réunions de coordination organisées par le CRT avec tous les Observatoires du Tourisme de Midi-Pyrénées, et en assurant le suivi de l'enquête thermalisme.

4/Services Généraux

41/ La qualité

L'audit de suivi de notre certification qualité par Bureau Veritas Certification s'est déroulé le 18 décembre 2014 : aucune non-conformité, majeure ou mineure, n'a été relevée, donc notre certification ISO 9001 version 2008 est reconduite sans réserve.

L'audit a souligné les points suivants dans ses conclusions : le système de management Qualité est mature et répond aux besoins du CDDE. Il repose sur une forte motivation et implication de l'équipe. Il devrait gagner en efficience en consolidant la méthodologie d'analyse des causes de dysfonctionnements et en accentuant la mise en œuvre d'actions d'amélioration. La politique qualité du CDDE est cohérente, sa déclinaison en objectifs et cibles est claire.

• **Les Points forts :**

- La prise en compte des opportunités d'amélioration et le traitement des points faibles identifiés lors de l'audit de Renouvellement 2013 ;
- La réalisation et l'analyse de l'enquête barométrique 2014 ;
- La capitalisation faite sur la mobilisation et le travail produit par l'équipe lors d'évènements exceptionnels (exemple : les mesures de soutien et d'accompagnement des entreprises sinistrées par les inondations survenues en juin 2013).

• **Les Opportunités d'amélioration :**

- Revoir le libellé de certains objectifs ainsi que la pertinence des cibles à atteindre dont la maîtrise ne dépend pas intégralement de la performance du CDDE ;
- Engager la réflexion sur l'évolution d'une grille de polyvalence (poste/service) avec identification des besoins nécessaires pour garantir un fonctionnement *a minima* du CDDE ;
- Simplifier et faciliter l'accès aux documents de référence du Système de Management Qualité (organigramme, Manuel Qualité, tableau de bord, plan d'action,...) ;
 - Planifier les différentes étapes clés du Système de Management Qualité qui repose sur une seule personne.

• **La barométrie 2014**

Réalisée en novembre 2014 auprès d'un panel de 287 clients, et 191 d'entre eux nous ont répondu, soit un taux de retour de 67 %. La note de satisfaction globale que ces clients nous ont attribuée est équivalente à celle obtenue lors de la précédente barométrie en 2012, soit 8.84/10.

42/ La formation du personnel

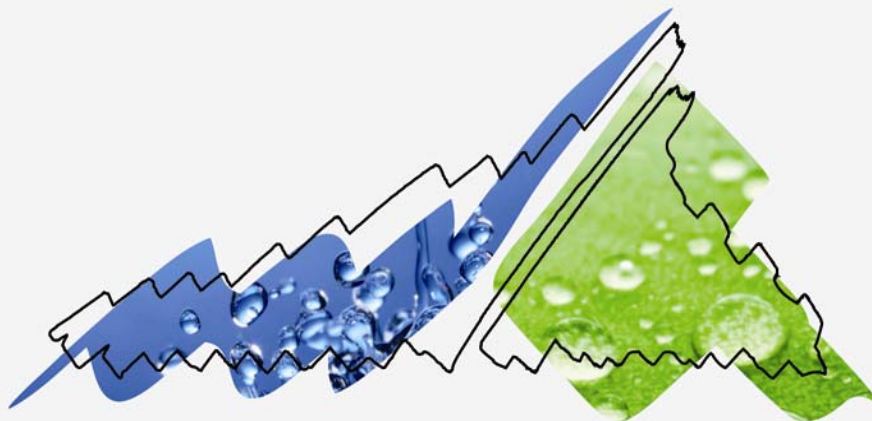
273 heures/stagiaires de formation ont été dispensées auprès du personnel du CDDE en 2014. Le plan de formation a été établi suite aux entretiens annuels d'évaluation.

Nous continuons d'améliorer le niveau de l'équipe, tout en renforçant sa polyvalence.

43/ Les évolutions dans l'équipe

L'année 2014 a vu :

- le départ en retraite d'Annie IZANS, départ anticipé par la confirmation de Fabien CAZAUX. Sa présence permet également le remplacement d'Ilham JAMOUI, actuellement en année sabbatique après avoir épuisé ses droits au congé parental, dont le retour est possible en février 2016 ;
- le départ (déjà évoqué) de Cédric VERWILGHEN, remplacé par My Thu FRUHAUF, qui a pris son relais dès le 15 mai 2014 ;
- Céline MAURON a été embauchée en juillet 2014 pour remplacer provisoirement Laure SUTRA en congé maternité, puis confirmée suite au retour de cette dernière en activité partielle, et à la création du CRIB. Elle participe désormais à la structuration du pôle Economie Sociale et Solidaire du CDDE ;
- Enfin, depuis novembre 2014, Smahane ABED, recrutée dans le cadre d'un emploi d'avenir, remplace Liliane LOSTE à l'accueil physique et téléphonique du CDDE. Un programme de formation en cours lui permettra d'acquérir plus de polyvalence à son poste, vers des tâches de secrétariat, en soutien de ses autres collègues.



HAUTES-PYRENEES

C D D E

RAPPORT FINANCIER 2014



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

Bilan Actif

	Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014			01/01/2013 au 31/12/2013
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	49 420.23	49 420.23		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels				
Autres immobilisations corporelles	290 447.96	266 221.45	24 226.51	32 870.31
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations	30 000.00		30 000.00	30 000.00
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 086 280.91	171 790.06	2 914 490.85	2 981 097.29
Autres immobilisations financières	148.14		148.14	148.14
TOTAL (I)	3 456 297.24	487 431.74	2 968 865.50	3 044 115.74
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevables et comptes rattachés				
Autres	211 831.97		211 831.97	274 070.17
Valeurs mobilières de placement	786 607.09	2 336.00	784 271.09	780 089.09
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	751 686.20		751 686.20	657 726.62
Charges constatées d'avance (3)	2 486.74		2 486.74	2 334.00
TOTAL (III)	1 752 612.00	2 336.00	1 750 276.00	1 714 219.88
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	5 208 909.24	489 767.74	4 719 141.50	4 758 335.62
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

Bilan Passif

	Du01/01/2014 au31/12/2014	Du01/01/2013 au31/12/2013
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatif sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	3 395 223.98	3 381 759.98
Autres réserves		
Report à nouveau	-102 863.06	-67 932.83
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-69 172.48	-34 930.23
Autres fonds associatifs		
Fonds associatif avec droit de reprise	1 239 551.44	1 214 237.44
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	4 462 739.88	4 493 134.36
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		28 000.00
TOTAL (III)		28 000.00
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		421.26
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	93 144.52	69 429.33
Personnel et comptes rattachés	54 386.00	59 508.00
Dettes fiscales et sociales	108 871.10	107 842.67
Redevables créditeurs		
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (V)	256 401.62	237 201.26
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	4 719 141.50	4 758 335.62

Compte de Résultat

		Du 01/01/14 au 31/12/14	Du 01/01/13 au 31/12/13
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue (biens et services)	460.22	645.52
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 310 288.67	1 415 027.00
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	41 123.47	21 442.39
	Cotisations		
	Autres produits		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 351 872.36	1 437 114.91
CHARGES D'EXPLOITATION	Achat de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Achats stockés d'approvisionnements		
	Variation des stocks d'approvisionnements		
	Autres charges externes	296 662.25	354 980.34
	Impôts, taxes et versements assimilés	60 253.08	77 848.57
	Rémunérations du personnel	675 947.44	678 567.44
	Charges sociales	336 588.96	347 688.79
	Dotations aux amortissements	9 164.60	10 193.32
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
	Sur actifs circulants : dotations aux dépréciations		
	Dotations aux provisions		3 000.00
	Subventions accordées par l'association		
Autres charges			
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		1 378 616.33	1 472 278.46
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)		-26 743.97	-35 163.55
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)			
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	62 755.22	43 005.32
	Reprises sur provisions et transferts de charges	100 135.65	81 019.84
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		229.10
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)		162 890.87	124 254.26
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	64 572.50	76 300.66
	Intérêts et charges assimilées	95 201.12	48 909.05
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		159 773.62	125 209.71
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)		3 117.25	-955.45

Compte de Résultat

		Du 01/01/14 au 31/12/14	Du 01/01/13 au 31/12/13
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		9 678.96
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	652.30	6 150.00
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		652.30	15 828.96
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	42 418.69	6 544.82
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0.37	8 095.37
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		42 419.06	14 640.19
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)		-41 766.76	1 188.77
Participation des salariés aux résultats (V)			
Impôt sur les bénéfices (VI)		3 779.00	
SOLDE INTERMÉDIAIRE $\frac{(I + III + V + VII) - (II + IV + VI + VIII + IX + X)}$		-69 172.48	-34 930.23
+ REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS			
ENGAGEMENTS	Sur apports		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels		
	Sur legs et donations		
- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES			
TOTAL DES PRODUITS		1 515 415.53	1 577 198.13
TOTAL DES CHARGES		1 584 588.01	1 612 128.36
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-69 172.48	-34 930.23
PRODUITS	ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Bénévolat	35 400.00	30 450.00
	Prestations en nature	178 713.00	181 246.00
	Dons en nature		
TOTAL PRODUITS		214 113.00	211 696.00
CHARGES	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	178 713.00	181 246.00
	Personnel bénévole	35 400.00	30 450.00
TOTAL CHARGES		214 113.00	211 696.00
TOTAL		-69 172.48	-34 930.23

Nous arrêtons les comptes 2014 sur un résultat d'exploitation « putatif et positif » de 26 028 €. Cependant, nous constatons en plus des pertes définitives sur nos prêts à hauteur de 95 201 € (soit 3,1 % de notre encours total en rythme annuel). Notre résultat « consolidé » est donc déficitaire de 69 172 €. Nous proposerons à l'AG d'imputer ces pertes sur prêts directement sur nos fonds associatifs (ceux avec lesquels nous prêtons aux porteurs de projet avec Initiative Bigorre), et d'affecter notre résultat d'exploitation à notre compte de report à nouveau.

Comme annoncé les années précédentes, les pertes sur prêts ont donc encore augmenté de 50 %. Sans équivoque, c'est la marque désagréable de la conjoncture, du choix qui a été celui du Conseil d'Administration et du Comité d'Engagement de continuer à donner leur chance aux projets pour peu qu'ils soient construits, et offrent des perspectives raisonnables de succès. Des mesures correctives ont été adoptées, qui passent par la réduction du montant moyen des prêts, et de leur nombre, en essayant systématiquement de trouver des solutions de financement autres, comme le FPRI, ou les projets remarquables d'Initiative France, et, à l'autre bout du spectre, en cofinçant certains projets très fragiles avec l'ADIE.

Le contexte législatif (la loi NOTRe en gestation) et la crise des finances publiques, en particulier territoriales, nous amènent cependant à recommander la patience, parce que :

- nous constatons que nous ne pouvons pas espérer combler ces pertes en assez forte croissance par le solde de notre exploitation courante, malgré les économies réalisées : moins 0,4 % sur la masse salariale directe, moins 1,33 % charges comprises, des charges d'exploitation (hors Décielec) mieux que stabilisées... ;
- nous imaginons de manière raisonnable que l'ensemble des cartes, en particulier celles qui concernent le financement de l'ensemble CDDE/IB, seront rebattues avant le 31/12/2016.

Compte tenu de nos disponibilités, il est donc urgent d'attendre la clarification en cours qui ne manquera pas de transformer nos conditions de fonctionnement

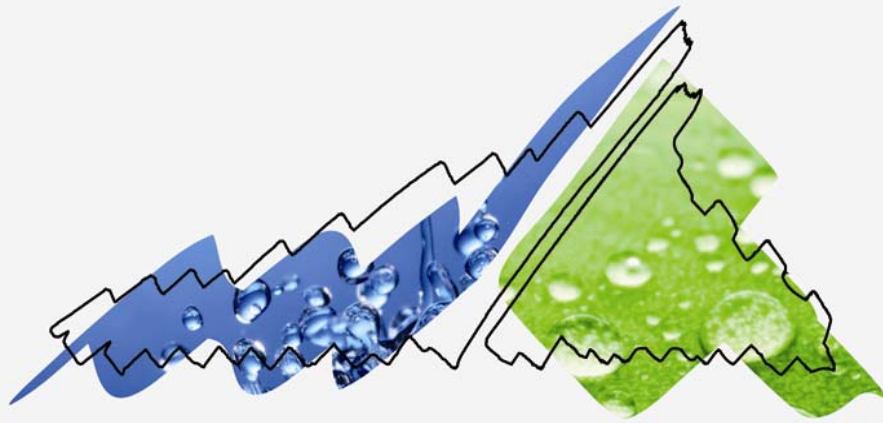
Les autres points significatifs, pour mémoire :

- des produits financiers plus ou moins stabilisés (34 569 € en 2014, vs 36 487 € en 2013, et 51 314 € en 2012 ;
- les coûts conventionnels associés aux départs en retraite possibles (à terme incertain) de salariés ne sont pas provisionnés, alors que la réserve constituée à cet usage a été intégralement consommée en 2014.

Pour conclure sur les orientations financières 2015 et 2016, l'exercice d'austérité que nous menons depuis 5 ans ne peut pas être poussé plus loin à périmètre constant. Si l'AG nous engage vers la numérisation progressive de certaines de nos activités, qui va entraîner des dépenses (par exemple pour l'animation de nos communautés virtuelles), ou confirme l'émergence en cours du futur pôle ESS, ou celle d'une

« usine à projets » en collaboration avec l'ENIT, il conviendra de dégager des moyens beaucoup plus substantiels de nos conventions avec les EPCI. Pour rester raisonnable au niveau des effectifs, la possibilité de telles transformations passe avant tout par la formation et la motivation du personnel actuel, en même temps qu'un recours accru à la sous-traitance dans des domaines tels que l'intelligence économique, ou l'accompagnement d'affaires.

Les résultats, mais aussi les besoins pour l'animation du Projet de Territoire vont eux aussi faire apparaître de nouveaux besoins qui rendent nécessaire une réflexion d'ensemble sur nos moyens.



HAUTES-PYRENEES

C D D E

PROJET DE BUDGET 2015



Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr

Dépenses

1/ Charges de personnel

Salaires	618000
Congés payés	62000
Charges	340000
Taxe sur les salaires	68000
Formation	9000
Personnel mis à dispo	100000
Stagiaires	15000
Indemnité Départ Retraite	
Total	1212000

2/ Communication-Promotion

Publications	8000
Manifestations (yc Decielec)	35000
Community management	10000
Promotion	10000
Publicité	5000
Total	68000

3/ Etudes-Recherche-Expertise

Accompagnement RSA	0
Etudes(DLA ind/coll)	61260
Prestations(autres études)	11860
Total	73120

Recettes

1/ Subventions CG 65

Fonctionnement	1022000
CRIB	2400
Total	1024400

2/ Contributions en nature CG65

Conseil Général MAD	100000
Conseil Général bâtiment	50000
Total	150000

3/ Prestations de service

Etat	Nacre	20000
	DLA	22372
	CRIB	7000
CDC	DLA	19393
CG65	RSA	170000
FEDER	BI	12000
Total		250765

4/ Frais généraux

Locaux	50000
Servitudes(eau élect gaz)	4300
Affranchissements	7000
Télécommunications	12000
Documentation	10000
Honoraires	10000
Fournitures	19000
Entretien véhicules	2000
Entretien autres	1000
Impôts et taxes	200
Assurances générales	2500
Assurances /prêts(oseo)	6000
Total	124000

5/ Représentation, voyages, déplacements

Déplacements	18000
Missions/congrès	3000
Réception	5000
Carburant	8000
Total	34000

6/ Vie associative

Cotisations/Adhésions	10000
Organisations	5000
Total	15000

4/ Subventions dédiées

Décielec/CG65	30000
Ingénieries DLA	61260
Total	91260

5/Autres produits

Subvention CAF	10000
FR refacturés	1196
Total	11196

6/ Reprises provisions

sur provisions prêts départ en retraite	80000
Total	80000

8/ Produits financiers 20000**9/ Contributions privées 25000****10/ Contributions EPCI 25000**

7/ Amortissements et provisions

Véhicules	8000
Autres matériels	4000
Logiciels	9000
Provisions /charges	35000
Dotations /prêts	90000
Total	146000

8/ Charges financières

Interêts d'emprunts	0
Frais bancaires	5000
Total	5000

Résultat

501

Perte (sur fonds associatifs)

Total des dépenses

1 677 621,00 €

Total des recettes

1 677 621,00 €

Nos compétences et nos missions

◆ ACCOMPAGNER

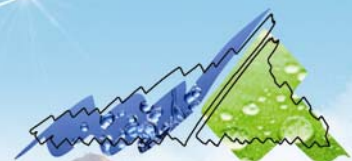
Accompagner les porteurs de projets dans la création, la reprise ou le développement de leur entreprise quelle que soit leur origine. Apporter des solutions concrètes.

◆ INNOVER

- Validation technique et mise en relation avec les laboratoires de recherche publics et privés.
- Mises en oeuvre de moyens méthodologiques et financiers dédiés aux projets innovants.

◆ ANIMER

Animer les différents réseaux d'excellence présents dans le département : les pôles de compétitivité, la recherche et le transfert de technologie (CERMAT, PRIMES, AGROMAT, PIC ...).



HAUTES-PYRENEES

C D D E

5 rue Gaston Dreyt - 65000 TARBES
Tél. : 05 62 56 79 65 - Fax : 05 62 56 79 66
Mail : cdde@cg65.fr

Toutes nos compétences et nos missions sur cdde65.fr